

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3457

[2004/201922]

5 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 79, § 2, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 79, tel que complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par le décret du 28 janvier 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, notamment l'article 70, § 1^{er}, 8°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 février 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 mars 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 36,711/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 mars 2004, en application de l'article, 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° parents : la ou les personne(s) investie(s) de l'autorité parentale à l'égard d'un élève;

2° inspection :

a) pour l'enseignement de la Communauté française : l'inspecteur, (trice) de l'enseignement maternel ou primaire de la Communauté française;

b) pour l'enseignement subventionné : l'inspecteur(trice) cantonal(e), maternel(le) ou primaire.

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 79, § 2, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont reconnues comme circonstances exceptionnelles pouvant justifier une demande de changement d'école ou d'implantation après le 30 septembre les circonstances suivantes :

1° le passage d'un élève d'une école à régime d'externat vers un pensionnat et vice versa;

2° le changement répondant à une mesure de placement prise par, un magistrat ou par un organisme agréé en exécution de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou répondant à une mesure d'aide prise dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

3° la suppression, après le 30 septembre, du restaurant ou de la cantine scolaire, d'un service de transport gratuit ou non, ou des garderies du matin et/ou du soir, pour autant que l'élève bénéficiait de l'un de ces services et que la nouvelle école lui offre ledit service;

4° le changement de domicile;

5° l'accueil de l'élève, sur l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre, pour raison de maladie, de voyage ou de séparation des parents;

6° l'impossibilité pour la personne assurant effectivement et seule l'hébergement de l'élève de le maintenir dans l'école choisie au départ, en raison de l'acceptation ou de la perte d'un emploi;

7° la séparation des parents entraînant un changement du lieu d'hébergement de l'élève.

§ 2. Le Ministre chargé de l'Enseignement fondamental peut, en cas de force majeure ou de nécessité absolue, autoriser un changement d'implantation ou d'école après le 30 septembre pour des raisons exceptionnelles autres que celles définies au § 1^{er}.

Art. 3. La demande de changement d'implantation ou d'école est introduite par les parents de l'élève, auprès de la direction de l'école ou de l'implantation dans laquelle l'élève est inscrit.

Si plusieurs enfants d'une même famille sont concernés, une demande spécifique est établie pour chacun d'eux.

Art. 4. La demande de changement d'implantation ou d'école est soumise à l'avis de la direction de l'implantation ou de l'école dans laquelle l'élève est inscrit.

Si la demande se fonde sur une circonstance reconnue comme exceptionnelle en application de l'article 2, § 1^{er}, la direction autorise le changement d'école.

Si la direction conserve un doute quant à la véracité du motif invoqué, la direction remet un avis en se fondant notamment sur l'éventuelle présence de circonstances relevant de la force majeure ou de la nécessité absolue et transmet la demande, accompagnée de l'avis, à l'inspection.

Si la demande ne se fonde manifestement pas sur une circonstance reconnue comme exceptionnelle en application de l'article 2, § 1^{er}, la direction remet un avis quant à l'éventuelle présence de circonstances relevant de la force majeure ou de la nécessité absolue et transmet la demande, accompagnée de l'avis, à l'inspection.

Art. 5. § 1^{er}. Dans la situation visée à l'article 4, alinéa 3, l'inspection remet un avis en se fondant notamment sur l'éventuelle présence de circonstances relevant de la force majeure ou de la nécessité absolue.

Dans la situation visée à l'article 4, alinéa 4, l'inspection remet un avis favorable ou non quant à l'éventuelle présence de circonstances relevant de la force majeure ou de la nécessité absolue.

§ 2. Si l'avis de la direction de l'implantation ou de l'école, émis sur base de l'article 4, alinéa 3 ou 4, et celui de l'inspection, émis sur base de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1 ou 2, soit favorables, l'inspection autorise le changement d'école.

Si au moins un des deux avis n'est pas favorable, la demande est transmise, accompagnée des avis, au Ministre qui décide.

Art. 6. Le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné ne peut accepter après le 30 septembre l'inscription d'un élève qui était régulièrement inscrit dans une autre école maternelle ou primaire ordinaire ou dans une autre implantation d'une telle école bénéficiant d'un compteage séparé que lorsqu'il est en possession de la décision autorisant le changement d'école.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3457

[2004/201922]

5 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap over de toepassing van artikel 79, § 2, lid 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, met name artikel 79, zoals aangevuld met het decreet van 8 februari 1999 en aangepast met het decreet van 28 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende de bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, met name artikel 71, § 1, 8°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 februari 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 maart 2004;

Gelet op het overleg van de Regering op 3 maart 2004 over de vraag naar het advies dat door de Raad van State moet worden gegeven binnen een termijn die niet langer is dan een maand;

Gelet op het advies nr. 36.711/2 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2004, als toepassing van artikel 84, alinea 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaan we onder :

1° ouders : de persoon of personen die de ouderlijke macht uitoefenen over een leerling;

2° inspectie :

a) voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap : de inspecteur / inspectrice van het kleuter- of primair onderwijs van de Franse Gemeenschap;

b) voor het gesubsidieerd onderwijs : de inspecteur / inspectrice voor het kleuter- of primair onderwijs van het kanton.

Art. 2. § 1. Als toepassing van artikel 79, § 2, alinea 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende omstandigheden beschouwd als uitzonderlijke omstandigheden die een aanvraag voor het veranderen van school of vestigingsplaats na 30 september kunnen rechtvaardigen :

1° het overstappen van een leerling van een externaat naar een internaat en vice versa;

2° de verandering die beantwoordt aan een plaatsingsmaatregel genomen door een magistraat of door een erkende instelling, in toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, of die beantwoordt aan een hulpmaatregel genomen in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

3° het na 30 september afschaffen van het restaurant of de kantine van de school, een gratis of betalende vervoersdienst, of een opvangdienst 's ochtends en/of 's avonds, als de leerling gebruik maakte van een van deze diensten en de nieuwe school deze dienst verschaft;

4° de verandering van woonplaats;

5° het opnemen van de leerling, op initiatief van de ouders, in een ander gezin of in een centrum, om redenen van ziekte, van een reis of van de scheiding van de ouders;

6° de onmogelijkheid voor de persoon die effectief en alleen zorgt voor de huisvesting van de leerling, om de leerling in de gekozen school te houden, door het aanvaarden of verliezen van een job;

7° de scheiding van de ouders die leidt tot een verandering van verblijfplaats van de leerling.

§ 2. De minister belast met het basisonderwijs kan, in geval van overmacht of absolute noodzaak, de verandering van vestigingsplaats of school toestaan na 30 september voor uitzonderlijke redenen, buiten de redenen die worden vermeld in § 1.

Art. 3. De aanvraag voor verandering van vestigingsplaats of school wordt ingediend door de ouders van de leerling, bij de directie van de vestigingsplaats of school waar de leerling is ingeschreven.

Als meerdere kinderen van hetzelfde gezin zijn betrokken, wordt er een afzonderlijke aanvraag opgesteld voor elk kind.

Art. 4. De aanvraag voor de verandering van vestigingsplaats of school is onderhevig aan het advies van de directie van de vestigingsplaats of school waar de leerling is ingeschreven.

Als de aanvraag is gebaseerd op een omstandigheid erkend als buitengewoon in toepassing van artikel 2, § 1, staat de directie de verandering van school toe.

Als de directie twijfels heeft over de echtheid van de ingeroepen motivering, geeft de directie haar advies, zich met name basierend op de eventuele aanwezigheid van omstandigheden die vallen onder overmacht of absolute noodzaak, en geeft ze de aanvraag, samen met haar advies, door aan de inspectie.

Als de aanvraag duidelijk niet gebaseerd is op een omstandigheid erkend als uitzonderlijk in toepassing van artikel 2, § 1, geeft de directie een advies betreffende de eventuele aanwezigheid van omstandigheden die vallen onder overmacht of absolute noodzaak en geeft ze de aanvraag, samen met haar advies, door aan de inspectie.

Art. 5. § 1. In de situatie bedoeld in artikel 4, alinea 3, geeft de inspectie een advies door zich met name te baseren op de eventuele aanwezigheid van omstandigheden die vallen onder overmacht of absolute noodzaak.

In de situatie bedoeld in artikel 4, alinea 4, geeft de inspectie een al dan niet gunstig advies betreffende de eventuele aanwezigheid van omstandigheden die vallen onder overmacht of absolute noodzaak.

§ 2. Als het advies van de directie van de vestigingsplaats of de school, gegeven op basis van artikel 4, lid 3 of 4, en die van de inspectie, gegeven op basis van artikel 5, § 1, lid 1 of 2, gunstig zijn, laat de inspectie de verandering van school toe.

Als minstens één van de twee adviezen negatief is, wordt de aanvraag doorgegeven, vergezeld van de adviezen, aan de Minister die een beslissing neemt.

Art. 6. Het hoofd van de onderwijsinstelling ingericht door de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs kan, na 30 september, de inschrijving van een leerling die volgens de regels was ingeschreven in een andere kleuter- of gewone basisschool of in een andere vestigingsplaats van een school die geniet van een afzonderlijke telling, enkel aanvaarden als hij in het bezit is van een beslissing die de verandering van school toelaat.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2004.

Art. 8. De Minister belast met het Basisonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel op 5 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3458

[2004/202075]

2 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux du 4 décembre 1990, du 17 mars 1995 et du 10 avril 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mars 2004;

Vu le protocole n° 315 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 9 avril 2004;

Vu l'avis n° 36.961/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 juin 2004;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères est remplacé par la disposition suivante :